
INTRODUCTION GÉNÉRALE

Depuis le milieu des années 2000, la question de la dimension spatiale des rapports sociaux, et plus spécifiquement des inégalités sociales, des rapports de pouvoir ou de domination, semble de plus en plus investie par les géographes français/francophones. En témoignent les séminaires et colloques, les publications individuelles et collectives qui se sont multipliés – autour des questions d’appropriation de l’espace, de justice spatiale, de gentrification, de discrimination territoriale, etc. – et qui donnent à lire les principales filiations françaises du colloque à l’origine de ce dossier (*Norois*, 2005; *Annales de géographie*, 2009; Bret *et al.*, 2010; *Regards sociologiques*, 2010; Backouche *et al.*, 2011; Blanchon *et al.*, 2011; Bonny *et al.*, 2012; *Carnets de géographes*, 2012; Clerval *et al.*, 2015; Hancock *et al.*, 2016; Bonny *et al.*, 2017; *Carnets de géographes*, 2017; l’ensemble des numéros de la revue *Justice spatiale | Spatial Justice* fondée en 2008). Plus que d’une nouveauté, il s’agit sans doute d’un nouveau seuil dans la mise en œuvre, mais aussi dans la visibilité et la structuration de ces orientations – que l’on dira « critiques » pour simplifier et reprendre une étiquette de plus en plus mobilisée. Les filiations sont en effet multiples et articulent des dynamiques endogènes à la géographie française/francophone et l’importation de démarches rencontrées dans d’autres sciences sociales ou d’autres géographies, notamment anglophones, les unes et les autres étant inséparables de leurs contextes sociaux, économiques et surtout politiques.

À la faveur sans doute des mouvements sociaux redevenus importants dans la France des années 1990-2000 (grandes grèves de 1995, mouvements des « sans » : sans-papiers, sans-logis, sans-emploi, mouvements altermondialistes...), de l’explosion des inégalités socioéconomiques puis de la crise financière internationale de 2007-2008, les sciences sociales françaises ont connu un certain « retour des classes sociales » (Bouffartigue, 2004). Dans la géographie française, cette entrée analytique avait été portée par les promoteurs et promotrices de la géographie sociale dans les années 1980 (Noin, 1983; Frémont *et al.*, 1984). Elle connaît récemment un regain d’intérêt autour de la géographie radicale anglophone, avec notamment les nombreuses traductions des ouvrages de David Harvey (2010) et l’attention accrue aux questions telles que la gentrification ou la ville néolibérale (Gintrac et Giroud, 2014). C’est aussi du monde anglophone que des chercheurs et chercheuses, puisant pour une part leurs références dans la géographie culturelle, ont importé et mis sur le devant de la scène d’autres inégalités, discriminations ou rapports de domination jusqu’ici peu ou pas travaillés dans la géographie française : de sexe ou genre, de sexualité et de « race » notamment

(Staszak *et al.*, 2001). Si des travaux plus anciens, notamment féministes, existaient déjà dans les autres sciences sociales du champ académique francophone, une même importation des études de genre puis postcoloniales ou subalternes y avait lieu à peu près au même moment et résonnait avec certaines mobilisations récentes (autour de la parité, du Pacs et du « mariage pour tous », des « émeutes des banlieues » en 2005, des « aspects positifs de la colonisation » de la loi de la même année, des différentes « affaires du voile », etc.). Plus encore, c'est l'analyse de l'intersectionnalité, de l'imbrication ou de la consubstantialité de ces différentes inégalités et rapports de domination qui est à l'agenda depuis plus d'une dizaine d'années et fait débat dans les sciences sociales francophones¹, mais dont le développement est encore limité en géographie.

En parallèle, l'espace ou la dimension spatiale des rapports sociaux ont commencé à être intégrés plus largement dans les analyses des autres sciences sociales (sociologie, science politique, histoire...), mais pas toujours de façon explicite et systématique. Si l'on met de côté certaines spécialités anciennes, telles que la sociologie urbaine, le « tournant spatial » évoqué par Edward Soja dès 1989 commence seulement à trouver une certaine réalité en France, à la faveur des débats sur la « mondialisation » et des autres « tournants » qu'ils semblent avoir suscités : autour des questions de mobilités ou circulations, des études « globales » ou « transnationales » (Caillé et Dufoix, 2013 ; Siméant, 2015 ; Wagner, 2020). Particularité peut-être du champ académique français, ces amorces ne coïncident pas nécessairement avec une prise en considération des travaux des géographes alors que la discipline est relativement plus institutionnalisée et présente que dans d'autres pays. Et surtout, elles ne coïncident pas toujours avec un tournant critique... Mais les analyses des rapports de domination intégrant *de facto* leur dimension spatiale semblent bien se multiplier, par exemple à travers l'interrogation des effets d'échelle dans la sociologie critique (Sapiro, 2013 ; Laferté, 2014 ; *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2017), les premières recherches sur la dimension spatiale des mouvements sociaux², ou par différents travaux en appelant à Henri Lefebvre et à son marxisme hétérodoxe, l'année 2018 ayant même été consacrée cinquantenaire du Droit à la ville, fêté dans plusieurs événements³.

Organisé par l'UMR Espaces et sociétés (ESO) et le groupe transversal Justice, espace, discriminations, inégalités (JEDI) du labex « Futurs urbains » (université Paris-Est), le colloque « Approches critiques de la dimension spatiale des rapports sociaux : débats transdisciplinaires et internationaux » a eu lieu à Caen en juin 2019 et a réuni près de 150 participants et participantes. Cette manifestation scientifique entendait s'inscrire dans le prolongement de toutes les dynamiques collectives qui viennent

-
1. Voir par exemple le dossier sur cette question proposé en 2019 par la revue *Mouvements* : [<https://mouvements.info/intersectionnalite/>], consulté le 18 septembre 2023.
 2. Voir la bibliographie proposée dans PAILLOUX et RIPOLL, 2019.
 3. « Cinquante ans après Le droit à la ville : quelle actualité ? » (Tours, mars 2018) ; « Henri Lefebvre, Le Droit à la ville (1968-2018). Rencontres internationales » (Paris, avril 2018) ; « Le droit à Lefebvre » (Caen, juin 2018).

d'être évoquées et se donnait pour objectif de contribuer à les renforcer, mais aussi à les faire converger en instaurant un espace-temps de rencontres et de discussions transnationales et transdisciplinaires : entre les diverses géographies critiques francophones; entre ces dernières et celles d'autres champs nationaux ou internationaux (notamment anglophones); entre les approches critiques de diverses sciences sociales désireuses d'approfondir l'analyse de la dimension spatiale. Ce débat est nécessaire car les chercheurs et chercheuses qui les portent n'ont pas suivi les mêmes formations ni les mêmes trajectoires intellectuelles, ne mobilisent pas les mêmes références ou les mêmes outils, ne s'inscrivent pas dans les mêmes démarches, et sont loin d'être toujours d'accord. Il est donc important de mettre ces différentes options sur la table et d'en débattre afin de faire un état des lieux, de permettre des acculturations réciproques, d'identifier les points d'accord comme les points de blocage, et de faire avancer les réflexions. Comment analyser la dimension spatiale des inégalités et des rapports de domination et leurs articulations? Sur quelles bases faire se rencontrer les différentes approches critiques? Quelles différences d'un contexte national à l'autre, d'une discipline à l'autre, d'une génération à l'autre, etc.? Quels sont leurs points forts et leurs faiblesses, les tensions qui les traversent? Sur quoi devrait-on mettre l'accent dans les années à venir?

Cette nécessité d'aborder scientifiquement les rapports de domination apparaît d'autant plus pressante que les attaques contre les libertés académiques ont été récurrentes depuis la tenue du colloque en 2019, que ce soit en France et en Europe ou au Brésil et aux États-Unis. Ces attaques se comprennent, sur le plus long terme, dans le cadre du retour sur le devant de la scène d'idéologies conservatrices et de remise en cause des libertés publiques. Dans ce contexte ont fleuri, en France, des propos – y compris ministériels – sur les supposés « islamogauchisme » ou « wokisme » des chercheurs et chercheuses en sciences sociales et des initiatives « scientifiques » qui se fixent pour objectif de remettre en cause les approches dites critiques (décoloniales et féministes notamment⁴). Alors que la question de la neutralité des sciences est aussi revenue dans le débat public, il s'agit ici de reconnaître le caractère forcément situé de toute recherche – le chercheur ou la chercheuse étant aux prises parfois avec les rapports de domination étudiés – et même d'assumer l'engagement social et politique consistant à objectiver les rapports de domination et à visibiliser les résistances en faveur de l'émancipation. Cela ne rend pas moins scientifiques les recherches réalisées puisqu'elles recourent bien à des méthodologies éprouvées, pratiquent l'auto-socioanalyse et sont soumises à l'évaluation des pairs.

Alors qu'un numéro spécial à paraître dans la revue *Carnets de géographes* (Chapuis *et al.*, 2022), tiré du même colloque, mène une réflexion éthique et méthodologique

4. On pense plus particulièrement à l'Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires qui a organisé un pseudo colloque scientifique en janvier 2022 intitulé « Que reconstruire après la déconstruction? », sous le patronage du ministre de l'Éducation nationale et du président du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES).

sur la dimension militante de la recherche, cet ouvrage se place davantage du côté de la réflexion sur les concepts. Il entend ainsi montrer l'actualité d'une pensée critique mobilisant les concepts de domination et de résistance pour l'étude des rapports sociaux, notamment au travers de leur dimension spatiale. Cet appareillage théorique nous apparaît en effet (toujours) opératoire pour rendre compte, d'une part, des rapports sociaux de classe, auxquels s'ajoutent et s'articulent d'autres formes de discrimination liées au genre ou à la « race » notamment. De l'autre, il apparaît utile pour penser l'ensemble des mobilisations visant l'émancipation de ces différentes formes de domination, mais encore leurs conditions de possibilité – dominations et résistances traversent également les luttes elles-mêmes. Avant de détailler les différents motifs de domination et de résistance explorés dans cet ouvrage, mais aussi la manière dont les auteurs et autrices se positionnent par rapport à cet appareillage théorique, il convient d'effectuer un rapide détour épistémologique et de poser quelques jalons conceptuels.

Dans l'histoire des théories sociales critiques, le marxisme constitue l'un des moments incontournables permettant de penser tant l'hégémonie du système capitaliste que son dépassement. Si l'accent est mis sur l'exploitation économique au fondement d'un antagonisme de classe, la domination est surtout envisagée, de manière « objective », au travers de l'intervention de l'État dans la (re)production des rapports sociaux. D'une vision exclusivement violente et instrumentale dans les écrits classiques, la domination étatique est par la suite entendue comme l'articulation de la coercition physique et de l'inculcation idéologique des personnes dominées (Gramsci, 2012) et l'appareil d'État investi d'une autonomie relative, capable de concessions imposées par la lutte des personnes dominées (Ducange et Keucheyan, 2016). Centré sur une vision surplombante et économicopolitique de la domination, le marxisme (ou plus exactement les marxismes) offre(nt) néanmoins des éléments précieux pour saisir la manière dont la violence de classe s'exerce sur le corps et l'esprit des personnes dominées mais aussi pour comprendre que, précisément parce que ce rapport de domination est conflictuel, il est réversible. Au début du XX^e siècle, Max Weber complexifie cette lecture en s'intéressant au travail de légitimation des dominations, c'est-à-dire aux conditions de l'obéissance ou de l'acquisition du consentement des personnes dominées. Entendue de manière plus subjective, la domination se diversifie également. Le sociologue allemand définit ainsi la domination comme « la possibilité de contraindre d'autres personnes à infléchir leur comportement en fonction de sa propre volonté », pouvoir qui peut d'ailleurs se présenter sous les formes les plus diverses (Weber, 2015).

Dans l'appréhension de la domination, Michel Foucault opère un renversement complet de perspective, en partant d'une conceptualisation relationnelle, multidimensionnelle et surtout ascendante du pouvoir (Foucault, 1994a). Dans une société conçue comme un archipel de micro-pouvoirs locaux, des « états de domination » peuvent néanmoins se constituer lorsque les relations de pouvoir entre individus ou groupes

sont figées (Foucault, 1994b) au travers de ce que le philosophe nomme des techniques de pouvoir, c'est-à-dire l'ensemble des pratiques par lesquelles les institutions peuvent « constituer, définir, organiser, instrumentaliser les stratégies que les individus, dans leur liberté, peuvent avoir les uns par rapport aux autres » (Foucault, 1994b, p. 728). Cette conception du pouvoir implique donc « que "l'autre" (celui sur lequel il s'exerce) soit bien reconnu et maintenu jusqu'au bout comme sujet d'action ; et que s'ouvre, devant la relation de pouvoir, tout un champ de réponses, réactions, effets, inventions possibles » (Foucault, 1994a, p. 236). Autrement dit, « il n'y a pas de relation de pouvoir sans résistance, sans échappatoire ou fuite, sans retournement éventuel ; toute relation de pouvoir implique donc, au moins de façon virtuelle, une stratégie de lutte » (Foucault, 1994a, p. 242).

Dans la perspective matérialiste marxiste qui considère que des rapports inégaux sur une base économique fondent des groupes sociaux antagonistes, mais aussi dans la filiation de Foucault, apparaissent, à partir des années 1980-1990, d'autres courants permettant de saisir comment le système capitaliste se conjugue avec d'autres systèmes de domination (Clerval *et al.*, 2015). Sont ainsi étudiés les rapports de domination non seulement de classe, mais aussi de genre produits par le patriarcat – l'exploitation domestique et sexuelle des femmes par les hommes déterminant l'existence de classes de sexe et la construction du genre comme binaire et hiérarchique (Delphy, 2013 ; Massey, 1994) – et de « race » produits par le système raciste⁵, sans oublier les rapports nords-suds, plus ou moins autonomes des autres systèmes⁶. L'État peut également être pensé comme un système de domination en soi, donnant aux autres systèmes leurs conditions de possibilité voire les soutenant. Dans la géographie radicale anglophone, les études postcoloniales (Guha, 1998), le féminisme noir (Crenshaw, 1989 ; Hooks, 2015) et décolonial (Vergès, 2019), ces différents rapports sociaux de domination sont analysés dans leur articulation, leur imbrication, dans une perspective intersectionnelle. Ces courants apportent également à la réflexion des éléments sur, d'une part, la manière dont normes et catégories sociales définissent sinon imposent les places des uns, des unes et des autres dans la société, en insistant à la fois sur le rôle des systèmes de représentations (Said, 2005) et sur la dimension matérielle de l'exploitation, et, d'autre part, sur la variété des formes de résistances qui peuvent se déployer.

Pour penser les voies, chaotiques et parfois contradictoires de l'émancipation sociale, l'apport théorique de Michel Foucault semble déterminant, dans la mesure où les résistances, inhérentes aux relations de pouvoir, sont des points d'appui dans la constitution de stratégies de lutte vers des pratiques de liberté (Foucault, 1994a).

5. Les « races » n'ont pas de fondement biologique, mais elles n'en existent pas moins socialement et produisent des effets sociaux propres, comme la surexploitation spécifique des populations racisées et de nombreuses discriminations (DORLIN, 2009).

6. Voir par exemple David Harvey (HARVEY, 2010a et b) qui montre comment la « mondialisation » est au service d'un développement inégal à l'échelle mondiale, renforce les hiérarchies entre pays dominants et pays dominés dans le système capitaliste mondial et sert les intérêts des classes sociales aisées.

Cela dit, les résistances sont ambivalentes, des agents et des agentes peuvent en effet contourner les normes dominantes sans qu'une quelconque remise en cause de l'ordre social ne soit envisagée (Bouquin, 2014) et les institutions se réapproprient la critique pour mieux pérenniser la domination (Boltanski et Chiapello, 2011). Il existerait ainsi, en lien avec l'équilibre – évolutif – du rapport de force au sein duquel elles se déploient, un éventail de modalités de résistance aux rapports sociaux de domination, des plus ordinaires aux plus structurées (Bonny, Ollitrault, Keerle et Le Caro, 2012), des plus individuelles aux plus collectives, des corps (Butler, 1990) aux mouvements sociaux. L'anthropologue James C. Scott (Scott, 2009), dans la lignée des *subaltern studies* et plus particulièrement des travaux de Gayatri Spivak (Spivak, 1988), distingue ainsi, au sein des sociétés notamment (post-)coloniales, les « textes » « public » et « caché ». Du côté des personnes dominantes, l'enjeu est de garder la mainmise sur ce qui peut être dit ou fait, au moins publiquement et quitte à concéder une contestation pourvu qu'elle reste infrapolitique. Du côté des subalternes, l'enjeu est d'œuvrer à la création d'un sujet politique collectif modifiant finalement le texte public au travers d'une « politique du déguisement » vis-à-vis des personnes dominantes et de la diffusion informelle de discours et pratiques contestataires entre personnes dominées.

multiples, les résistances posent néanmoins la question de l'horizon, de l'utopie d'une société désirable, délivrée de ces rapports de domination multiples et profondément imbriqués. Le changement social a longtemps été rattaché à la perspective marxiste d'une révolution communiste menée par le prolétariat rassemblé autour de ses organisations de classe. Si une hypothèse autonome (Allavena, 2020) est toujours possible, les luttes et théories critiques contemporaines tendent à poser de manière moins univoque les voies de l'émancipation sociale (Cukier *et al.*, 2013) tout en s'intéressant aux mouvements et expérimentations actuelles, que l'on songe, sans prétention à l'exhaustivité, au zapatisme (Baschet, 2016) et au Rojava (Bouquin *et al.*, 2017) ou, en France, à la zone à défendre (Verdier, 2021) et aux Gilets jaunes (Jeanpierre, 2019). La possibilité d'user de manière « autonome » de l'espace (Ripoll et Veschambre, 2005), signe en effet celle de pouvoir y instituer des rapports sociaux tendant à se détacher des systèmes de domination, que ce soit au sein de cet espace-même, fût-il restreint, ou à partir de celui-ci, telle une tâche d'huile se diffusant à d'autres pans de la société. Dimension spatiale de la résistance, « les manifestations et autres usages du nombre rassemblé dans les espaces urbains centraux ; les actions “radicales” ou “symboliques” menées par de petits groupes de militants dans des lieux bien choisis ; les forums et autres tentatives de constitution d'une agora » (Ripoll, 2008) constituent des motifs parmi d'autres de réappropriation de l'espace. Cela, sans parler des tactiques quotidiennes opérées par les femmes dans l'espace public (Lieber, 2008) ou de la réappropriation du corps pour en faire un espace de contestation (Borghi, 2020), et donc de moyens pour instituer le changement social, l'appropriation de l'espace étant

synonyme de profits sociaux⁷. Symétriquement, la mainmise sur un espace donné, notamment par l'État et ses divers représentants sur le territoire national, constitue un instrument de la domination : « Le contrôle se fait souvent ici par personnes interposées qui, elles, ne sont pas nécessairement autonomes dans leurs rapports à l'espace. Il s'agit plutôt de pouvoir, de domination, exercés par des appareils ou institutions, par exemple un État sur son territoire » (Ripoll et Veschambre, 2005). Foucault avait également porté intérêt à l'articulation entre espace et domination en montrant bien comment les institutions disciplinaires et leurs différents dispositifs constituaient les moyens de la « conduite des conduites ». Si ces institutions impliquent la plupart du temps sa « clôture » (Foucault, 1993), c'est avant tout en « organis[ant] un espace analytique » dûment surveillé que sont obtenues l'utilité et l'obéissance des corps, autrement dit, que se réalise le « pouvoir disciplinaire ». Cette logique initiée au XVIII^e siècle se serait généralisée notamment sous l'égide de l'État, de son administration et de sa police, pour composer depuis et à une échelle plus large une « société disciplinaire ». L'ouvrage vise ainsi également à explorer la diversité des modes de domination et de résistance dans leur dimension spatiale, ainsi que leur dialectique.

Ces différents éléments ont conduit les coordinatrices et coordinateurs de cet ouvrage à l'organiser en deux parties de trois sous-parties chacune, qui séquentent ce qui nous semble devoir être pensé comme le continuum, au sein d'un espace social et pour une période donnée, des dominations le stratifiant (1^{re} partie) et des résistances tentant d'en modifier la donne (2nde partie). Une attention particulière est ainsi portée d'une part aux mécanismes institutionnels de domination et à leur dimension spatiale à travers le cas du champ scolaire, aux dispositifs essentiellement étatiques de contraintes des corps et à la manière dont ils structurent pratiques et représentations collectives de l'espace, et enfin aux expériences individuelles de la domination chez des groupes minorés en migration. De l'autre, les résistances sont documentées depuis les tactiques et négociations pour « faire avec » l'institution jusqu'aux tentatives d'autonomisation politique visibles par une réappropriation de l'espace pleine et entière, en passant par l'éclairage des structurations politique et scalaire de plusieurs groupes mobilisés induisant compositions voire rapports de force internes.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALLAVENA Jean, 2020, *L'hypothèse autonome*, Paris, Amsterdam.
 BACKOUCHE Isabelle, RIPOLL Fabrice, TISSOT Sylvie et VESCHAMBRE Vincent (dir.), 2011, *La dimension spatiale des inégalités : regards croisés des sciences sociales*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

7. « L'espace ou, plus précisément, les lieux et les places de l'espace social réifié, et les profits qu'ils procurent, sont des enjeux de luttes (au sein des différents champs) » (BOURDIEU, 1993, p. 256).

- BASCHET Jérôme, 2016, *Adieux au capitalisme. Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes*, Paris, La Découverte.
- BLANCHON David, GARDIN Jean et MOREAU Sophie (dir.), 2011, *Justices et injustices environnementales*, Nanterre, Presses universitaires Paris-Ouest.
- BOLTANSKI Luc et CHIAPELLO Eve, 2011, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- BONNY Yves, BAUTES Nicolas et GOUESSET Vincent (dir.), 2017, *L'Espace en partage : approche interdisciplinaire de la dimension spatiale des rapports sociaux*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- BONNY Yves, OLLITRAULT Sylvie, KEERLE Régis et LE CARO Yvon (dir.), 2012, *Espaces de vie, espaces enjeux. Entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- BORGHİ Rachele, 2020, *Décolonialité et privilège. Devenir complice*, Villejuif, Éditions Daronnes.
- BOUFFARTIGUE Paul (dir.), 2004, *Le retour des classes sociales. Inégalités, dominations, conflits*, Paris, La Dispute.
- BOUQUIN Stephen, 2014, « Les résistances au travail : il est temps de sortir de l'imprécision », in José-Angel CALDERON et Valérie COHEN (dir.), *Qu'est-ce que résister?*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, p. 11-124.
- BOUQUIN Stephen, COURT Mireille et DEN HOND Chris (dir.), 2017, *La commune du Rojava. L'alternative kurde à l'État-nation*, Paris, Syllepses/Critica.
- BOURDIEU Pierre, 1993, « Effets de lieu », in *La misère du monde*, Paris, Le Seuil.
- BRET Bernard, GERVAIS-LAMBONY Philippe, HANCOCK Claire et LANDY Frédéric (dir.), 2010, *Justice et injustices spatiales*, Nanterre, Presses universitaires de Paris-Ouest.
- BUTLER Judith, 1990, *Gender Trouble*, Londres, Routledge Kegan and Paul.
- CAILLÉ Alain et DUFOIX Stéphane (dir.), 2013, *Le tournant global des sciences sociales*, Paris, La Découverte.
- CALBERAC Yann et MORANGE Marianne (dir.), 2012, « Géographies critiques », *Carnets de géographes*, n° 4.
- CALDERON José-Angel et COHEN Valérie, 2014, *Qu'est-ce que résister?*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.
- CHAPUIS Amandine, FROUILLOU Leila, LE BARS Joanne, PAILLOUX Anne-Laure, RIPOLL Fabrice et UHEL Mathieu, 2022, « Vers une géographie critique... et réflexive », *Carnets de géographes*, n° 16.
- CLERVAL Anne, FLEURY Antoine, REBOTIER Julien et WEBER Serge (dir.), 2015, *Espace et rapports de domination*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- CRENSHAW Kimberley, 1989, « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: a Black Feminist Critique of Discrimination Doctrine », *Feminist Theory and Antiracist Practice, Univ. of Chicago Legal Forum*, n° 89.
- CUKIER Alexis, DELMOTTE Fabien et LAVERGNE Cécile (dir.), 2013, *Émancipation, les métamorphoses de la critique sociale*, Vulaines sur Seine, Éditions du Croquant.
- DELPHY Christine, 2013, *L'ennemi principal. Économie politique du patriarcat*, Paris, Syllepses.

- DORLIN Elsa (dir.), 2009, *Sexe, race, classe, pour une épistémologie de la domination*, Paris, Presses universitaires de France.
- DUCANGE Jean Numa et KEUCHEYAN Razmig (dir.), 2016, *La fin de l'État démocratique. Nicos Poulantzas, un marxisme pour le XXI^e siècle*, Paris, Presses universitaires de France.
- FOUCAULT Michel, 1993, *Surveiller et punir : naissance de la prison*, Paris, Gallimard.
- FOUCAULT Michel, 1994a, « Le sujet et le pouvoir », in *Dits et écrits*, t. IV, Paris, Gallimard.
- FOUCAULT Michel, 1994b, « L'éthique du souci de soi comme pratique de liberté », in *Dits et écrits*, t. IV, Paris, Gallimard.
- FRÉMONT Armand, CHEVALIER Jacques, HÉRIN Robert et RENARD Jean, 1984, *Géographie sociale*, Paris, Masson.
- GARDIN Jean, MORELLE Marie et RIPOLL Fabrice (dir.), 2017, « Pour une réflexion collective sur l'enseignement de la géographie à l'université », *Carnets de géographes*, n° 10.
- GERVAIS LAMBONY Philippe et DUFAUX Frédéric (dir.), 2009, « Justice spatiale », *Annales de géographie*, n° 665-666.
- GINTRAC Cécile et GIROUD Matthieu (dir.), 2014, *Villes contestées. Pour une géographie critique de l'urbain*, Paris, Les Prairies ordinaires, coll. « Penser/croiser ».
- GUHA Ranajit, 1998, *Dominance without Hegemony. History and Power in Colonial India*, Cambridge, Harvard University Press.
- GRAMSCI Antonio, 2012, *Guerre de mouvement et guerre de position. Textes des cahiers de prison d'Antonio Gramsci, choisis et commentés par Razmig Keucheyan*, Paris, La Fabrique.
- HANCOCK Claire, LELEVRIER Christine, RIPOLL Fabrice et WEBER Serge (dir.), 2016, *Discriminations territoriales : entre interpellation politique et sentiment d'injustice des habitants*, Paris, L'Œil d'or.
- HARVEY David, 2010a, *Le Nouvel impérialisme*, Paris, Les Prairies ordinaires.
- HARVEY David, 2010b, *Géographie et capital*, Paris, Syllepse.
- HOOKS BELL, 2015, *Né suis-je pas une femme ? Femmes noires et féminisme*, Paris, Éditions Cambourakis.
- JEANPIERRE Laurent, 2019, *In Girum. Les leçons politiques des ronds-points*, Paris, La Découverte.
- LAFERTÉ Gilles, 2014, « Des études rurales à l'analyse des espaces sociaux localisés », *Sociologie*, vol. 5, n° 4, p. 423-439.
- LIEBER Marylène, 2008, *Genre, violences et espaces publics. La vulnérabilité des femmes en question*, Paris, Presses de Sciences Po.
- MASSEY Doreen, 1994, *Space Place Gender*, Minnesota, Minnesota Éditions.
- NOIN Daniel (dir.), 1983, *Géographie sociale. Actes du colloque de Lyon, 14-16 octobre 1982*, Paris, CNRS Éditions/université Paris 1.
- PENISSAT Étienne et SIBLOT Yasmine (dir.), 2017, *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 219 : « Des classes sociales européennes ? ».

- RIPOLL Fabrice, 2008, « Espaces et stratégies de résistance : répertoires d'action collective dans la France contemporaine », *Espaces et sociétés*, n° 134, p. 83-97.
- RIPOLL Fabrice et VESCHAMBRE Vincent, 2005, « Introduction », *Noroi*, n° 195, « L'appropriation de l'espace : sur la dimension spatiale des inégalités sociales et des rapports de pouvoir », p. 7-15.
- SAID Edwards, 2005 (1978), *L'orientalisme : l'orient créé par l'occident*, Paris, Le Seuil.
- SAPIRO Gisèle, 2013, « Le champ est-il national? La théorie de la différenciation sociale au prisme de l'histoire globale », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 200, p. 70-85.
- SCOTT James C., 2009, *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Amsterdam.
- SIMÉANT Johanna (dir.), 2015, *Guide de l'enquête globale en sciences sociales*, Paris, CNRS Éditions.
- SPIVAK Gayatri Chakravorty, 1988, « Can the Subaltern Speak? », in Nelson CARY et Lawrence GROSSBERG (dir.), *Marxism and the Interpretation of Culture*, Chicago, University of Illinois Press.
- STASZAK Jean-François, COLLIGNON Béatrice, DEBARBIEUX Bernard, GÉNEAU DE LAMARLIÈRE Isabelle et HANCOCK Claire (dir.), 2001, *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines*, Paris, Belin, coll. « Mappemonde ».
- VERDIER Margot, 2021, *Le commun de l'autonomie. Une sociologie anarchiste de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes*, Vulaines sur Seine, Éditions du Croquant.
- VERGES Françoise, 2019, *Pour un féminisme décolonial*, Paris, La Fabrique.
- WAGNER Anne-Catherine, 2020, *La mondialisation des classes sociales*, Paris, La Découverte, coll. « Repères ».
- WEBER Max, 2015, *La domination*, Paris, La Découverte.